

NOS TERRES

NOTRE BUSINESS

Stoppons l'accaparement des terres:
l'agriculture n'a pas besoin des indicateurs
de la Banque Mondiale.

D'un contexte de crise à un contexte en crise

- Qu'est-ce que la Banque Mondiale (BM)?
 - Une institution financière dont les 5 principaux actionnaires sont les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et le Japon. La BM accorde des prêts aux pays en développement et finance des projets liés à l'éducation, la santé, l'agriculture, la construction d'infrastructures etc.
- Le diktat de la BM sur les politiques publiques nationales des Etats.
 - Dans les années 1980, au travers des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS), la BM a imposé des gouvernements du monde entier la stratégie du « moins d'Etat, mieux d'Etat » en échange de ses prêts. Cela a conduit à la diminution de l'investissement publique dans l'éducation, la santé, l'agriculture et a eu des conséquences sociales très préjudiciables sur les ménages des pays en développement.
 - Aujourd'hui, malgré le retrait officiel des PAS, la BM continue d'imposer ses politiques de conditionalité aux Etats.

Le diktat du tout-business

Retrait des PAS en 2002.... Et lancement du Doing Business en 2002: les enjeux de l'indicateur

- Le Doing Business est un indicateur qui note les pays en fonction de combien il est facile d'y « faire des affaires ». Il note les pays dans 10 catégories: **paiement des taxes et des impôts, commerce transfrontalier et transfert de propriété**, création d'entreprise, obtention d'un permis de construire, raccordement à l'électricité, obtention de prêts, exécution des contrats, solutionnement de l'insolvabilité.
- Le plus les Etats donnent des avantages fiscaux aux entreprises, plus ils facilitent l'accès à la terre et les exportation, moins ils exigent le respects de standards sociaux et environnementaux, meilleur sera leur classement.

Pays	Année	Réformes récompensées par le Doing Business
Burkina Faso	2009	Le Burkina a rendu plus facile le paiement des impôts pour les entreprises en réduisant l'impôt sur le revenu des firmes de 35 à 30%, l'impôt sur le transfert de propriété de 15 à 10% (et plus tard à 8%).
Mali	2013	Le Mali a réduit l'impôt sur le revenu des entreprises de 35 à 30%
Sénégal	2014	Le Sénégal a rendu plus facile le transfert de propriété en réduisant la taxe sur la vente de 15 à 10%.
Côte d'Ivoire	2014	La Côte d'Ivoire a réduit l'impôt sur le transfert de propriété et l'a rendu plus facile en « rationalisant » les procédures de vente.

Le diktat du tout-business

- Un levier financier : Le Doing Business est suivi par les investisseurs et donneurs du monde entier. De ce fait, il dirige d'importants flux financiers vers les « bons élèves » du classement, c'est-à-dire ceux qui ont conduit le plus de réformes en faveur du business.
- De plus, la Banque soutient des programmes directement ou indirectement liés à l'indicateur, pour améliorer le « climat des affaires » dans les pays ou faire des réformes libérales.
- Le mutisme des Etats : la course à la dérégulation s'engage du fait de la pression financière, des besoins en cash et de la dette extérieure des Etats qui qui sont souvent pieds et poings liés face à la BM. Par exemple:
 - le Mali a actuellement un crédit à la BM de presque **3,5 millions de dollars** (le pays rembourse actuellement 9 projets financés par la Banque).
 - Le Sénégal a près de **4,4 millions de dollars** de dettes, bien que 122 projets aient déjà été remboursés, le pays continue d'en rembourser actuellement 19.



EN AFRIQUE

En Afrique sub-saharienne,

66% DES PAYS

ont mis en œuvre aujourd'hui au moins une réforme visant à faciliter les affaires, contre seulement 33% en 2005. Bien qu'ils soient loin de la distance à la frontière, **9 pays** africains sont parmi les 20 premiers au classement général des économies qui ont le plus amélioré leurs réformes depuis 2009.

Pression sur les politiques nationales...

« Améliorer le classement Doing Business » devient donc un objectif des gouvernements, et les réunions à huis-clos entre la BM et les gouvernements influencent les élites en ce sens, alors que les citoyens ne bénéficient pas des réformes entreprises pour satisfaire la BM.

En 2014 le Président Sénégalais Macky Sall a demandé "au gouvernement de finaliser tous les textes législatifs et réglementaires requis, pour l'amélioration significative et visible de l'environnement national des affaires".

Au Burkina Faso la presse a rapporté en mai 2014 que le premier ministre et plusieurs officiels du gouvernement se sont réunis à huis-clos avec une équipe de la Banque Mondiale pour examiner les moyens de "booster le rang burkinabè dans le classement des pays réformateurs afin d'attirer les investisseurs".

La modélisation capitaliste de l'agriculture par la BM

Les conséquences du classement Doing Business dans le domaine agricole sont multiples:

Au niveau des politiques nationales :

La BM se base sur le classement pour fournir des conseils dans le but d'aider les pays à **améliorer leur « climat des affaires »**. Cela conduit à la libéralisation des textes nationaux, code des investissements, code minier, code foncier.

Au niveau des investissements fonciers :

Sous la coupe de la BM se créent des **agences et conseils de promotion des investissements** (ANAPI en RDC, API au Mali, NIC au Libéria, SLIEPA en Sierra Leone) chargées de faire la promotion des avantages du pays, ventant notamment les accès aux ressources naturelles à bas prix, incitations fiscales... Elles sont de véritables « one-stop shop » pour les investisseurs. Le résultat est l'implosion des investissements tout azimut, sans garde-fous.

La stratégie du BBA calée sur le modèle du Doing Business

Qu'est que le BBA?

- Il s'agit d'un nouvel indicateur, le « Benchmarking the Business of Agriculture », demandé à la BM par le G8 en 2012, afin de déterminer si les pays ont des politiques agricoles favorables au business.
- La BM se base sur la méthodologie du Doing Business pour mettre en place ce nouvel indicateur, qui mesure notamment l'ouverture des secteurs à l'importation de semences modifiées et de fertilisants. Selon la méthodologie présente auparavant sur le site de la BM, le BBA devrait comprendre des mesures dans 7 catégories: accès à la terre, accès aux semences, accès aux fertilisants, infrastructures, accès aux marchés, accès aux crédits et agriculture sous contrat.
- Des études pilotes pour l'indicateur sont à présent en cours dans 10 pays: Espagne, Ethiopie, Guatemala, Maroc, Mozambique, Népal, Ouganda, Philippines, Rwanda, Ukraine, et l'indicateur devrait concerner 80 pays d'ici à 2015.

L'Agrobusiness en vedette

L'agriculture familiale sous pression avec de nouvelles initiatives en faveur de l'Agrobusiness

- Depuis 2008, le rapport de la BM intitulé «L'Agriculture au service du développement» a lancé un agenda de soutien à l'agrobusiness et au secteur privé pour 'moderniser' l'agriculture et 'accroître la productivité'.
- Les initiatives récentes telles que l'Alliance du G8 pour la Nutrition, le Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP, autre initiative issue du sommet du G8 à l'Aquila en 2009 et administré par la BM), sont le signe que les bailleurs fonds mobilisent de plus en plus leur financement en faveur des entreprises, ou pour des partenariats public-privés, mais négligent le soutien aux exploitations familiales.

L'Agrobusiness en vedette (suite)

Le soutien de la Banque Mondiale à l'agrobusiness:

- En plus d'avoir développé les indicateurs Doing Business, BBA ainsi que d'autres projets pilotes (l'ABI, agribusiness indicators), les budgets de la BM et en particulier ceux de la Société Financière Internationale (SFI) consacré à l'agrobusiness se sont fortement accrus: **de moins de 500 million de dollars avant 2005, le budget de la SFI pour l'agrobusiness a bondi autour de 2 milliards en 2009-2012, puis doublé en 2013 atteignant 4,4 milliards. L'estimation pour 2016 est d'atteindre 8 milliards.**
- **Soutien direct aux entreprises.** Au Honduras, la SFI a accordé un prêt de 30 million de dollar à l'entreprise Corporación Dinant, impliquée dans des conflits fonciers meurtriers avec les agriculteurs. Au Nicaragua, elle finance les planteurs de canne à sucre qui emploient des pesticides dont l'utilisation a prouvé qu'elle provoquait des maladies du rein chronique chez les travailleurs agricoles.
- **Soutien à des projets favorisant l'agrobusiness,** sous forme de programmes gouvernementaux tels que:
 - Le projet PDIDAS (*Programme de Développement Intégré et Durable de l'Agriculture*) au Sénégal, avec un financement de 80 millions de dollars pour promouvoir l'agrobusiness sur 10,000 hectares dans les zones du lac de Guiers et du Ngalam.
 - Le PCDA (*Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole*) au Mali, avec un prêt de 20 millions de dollars à taux zéro pour aider le pays « à améliorer son agriculture et sa production alimentaire en favorisant des liens plus étroits avec l'industrie agro-alimentaire et le crédit commercial ».

La monétarisation des terres arables et des ressources naturelles

Le Doing Business et le BBA appellent à la mise en place de réformes qui privatisent la terre et mettent en place des titres fonciers.

→ la méthodologie du DB a été utilisée pour créer d'autres indicateurs, tels que le « Investing Across Borders » (IAB), qui évalue « l'accès à la terre pour établir des activités industrielles », « l'exécution des contrats fonciers » et « l'accès à l'information concernant la terre »

→ Selon un document de méthodologie publié en 2013, le BBA prévoit par exemple de mesurer la « facilité d'enregistrer une parcelle pour la première fois ».



La monétarisation des terres arables et des ressources naturelles

→ **Déni des systèmes traditionnels** de gestion des tenures foncières et des terres collectives villageoises où se pratique l'agriculture, la pêche etc.

(Le BBA reconnaît que tous les systèmes fonciers, y compris traditionnels, peuvent fonctionner en théorie, mais en pratique il affirme que « **les systèmes formels sont nécessaires** » si les exploitants familiaux veulent avoir accès à « des acteurs économiques au-delà de leur entourage proche et connu »)

→ **Danger sur les zones traditionnellement détenues en commun** par les collectivités (zones de pâturage, points d'eau, forêts) qui risquent de tomber sous la coupe de l'Etat ou dans le domaine privé et d'être vendues à des investisseurs.

→ Le **titre foncier** ne signifie pas la reconnaissance du droit des agriculteurs à avoir accès à la terre, ni une sécurisation durable de cet accès et menace sur la sécurité et la souveraineté alimentaire. Il y a d'autre façon de sécuriser la propriété foncière sans marchandiser la terre (droit de possession vs. droit de propriété)

Le clanisme foncier: rapports de force entre investisseurs puissants et couches vulnérables

- Le foisonnement des accaparements de terres

200 millions

d'hectares ont été acquis dans les pays en développement entre 2000 et 2011 – près de **10 fois la taille de la Grande-Bretagne, ou 2/3 de l'Inde.**

50ans

50 à 99 ans: durée de la plupart des contrats d'acquisitions de terres dans les pays en développement.

- Les conflits fonciers incessants, et la criminalisation des communautés en lutte
- Des pratiques foncières à l'ombre du droit
- La marginalisation des couches vulnérables jusqu'à l'expulsion
- L'urgence de reconsidérer le statut inapproprié des « petits exploitants » pourvoyeurs alimentaires des villes

Le non respect des textes internationaux relatifs au foncier

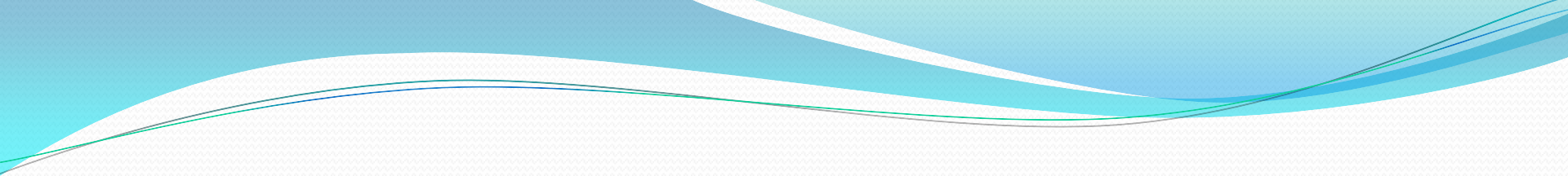
- La BM a mis en place ses propres standards pour les investissements fonciers, ou principes pour des Investissements Agricoles Responsables (IAR), accusés de « fournir aux décideurs un mode d'emploi pour détruire la petite paysannerie de manière responsable » (O. De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation)
- Ces principes ont été contrés par la société civile, qui a formulé les Directives Volontaire (DV) au sein du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale
- La BM a affirmé « tenir compte » des DV, mais ne les inclus pas dans ses standards. En fait, les entités de la Banque comme la Société Financière Internationale ont leurs propres « Normes de performance » pour les acquisitions foncières.
- Il existe aussi des textes continentaux (par exemple, les *Cadre et lignes directrices des politiques foncières en Afrique* de l'Union Africaine), qui montrent que les principes de la Banque Mondiale sont déplacés et que l'institution devrait se conformer aux cadres légitimes.

Quelles solutions?

De même que la société civile a eu des victoires contre les principes d'investissement de la Banque Mondiale, il est possible de gagner dans cette campagne contre les indicateurs de business.

Que faut-il faire?

- Depuis le lancement de la campagne *Nos Terres, Notre Business*, plus de 210 organisations ont rallié la déclaration commune. **Ajoutez votre organisation aux signataires!** (sur ourlandourbusiness.org ou en écrivant à ourlandourbusiness@therules.org)
- Si vous êtes un particulier, **signez la pétition!**
- Promouvoir la campagne *Nos Terres, Notre Business*, contre les indicateurs de business de la BM. **Contactez les médias nationaux!**
- Sous la pression de la campagne, la BM a déjà modifié le site internet du BBA. **Vous pouvez aussi écrire aux représentants de la BM dans vos pays.**
- Pour recevoir des matériaux et organiser plus de manifestations, consultations, ateliers pédagogiques **écrivez à ourlandourbusiness@therules.org**.
- Continuer d'utiliser et promouvoir toutes les initiatives et mécanismes pour lutter contre l'accaparement des terres (récente résolution de l'ONU pour punir les crimes des sociétés transnationales...)



Pour plus d'information et pour avoir accès au matériel de recherche visitez ourlandourbusiness.org

Pour contacter des membres de la campagne écrivez à ourlandourbusiness@therules.org, amartinprevel@oaklandinstitute.org ou chantal.jacovetti@wanadoo.fr

Diaporama réalisé par Serigne Sarr (ADDEA), Mohamed Kanouté (CICODEV Afrique), Alice Martin-Prével (Oakland Institute), Chantal Jacovetti (CNOP Mali)